



Près de 2000 élu·es soutiennent l'indépendance et la pluralité de l'audiovisuel public !



Après deux échecs en 2024, le gouvernement va tenter une nouvelle fois de nuire à la qualité et à l'indépendance de l'audiovisuel public. La ministre de la Culture souhaite porter devant les parlementaires la création **d'une holding rassemblant Radio France, France Télévisions et l'INA au 1^{er} janvier 2026**. Pour les personnels concerné·es, cela signifie une casse sociale sans précédent ayant pour horizon la fusion de nos entreprises ; pour le public, un appauvrissement et un éloignement des antennes, moins d'espaces pour relayer les sujets qui animent nos territoires, moins de temps pour que toutes celles et ceux qui font vivre nos communautés puissent s'exprimer et exister.

Ce sont pour ces raisons que **1888 élu·es locaux viennent de signer une tribune**, initiée par le SNJ-CGT et le SNRT-CGT dans une démarche intersyndicale conjointe avec SUD, l'UNSA, la CFDT, FO, le SNAJ-CFTC, le SNJ, et publiée à partir de ce 19 février dans la presse quotidienne régionale.

Les maires de Lille, Nantes, Brest, Cherbourg, Laval, Blois ou encore Aurillac s'associent à notre appel, tout comme **une présidente de Région et 11 président·es de conseils départementaux** dans tout le pays. Ce sont aussi les élu·es ruraux qui se mobilisent très nombreux et nombreuses pour nous apporter leur soutien, comme Nicolas Rubin, maire de Châtel en Haute-Savoie, président de l'association des maires ruraux du département : « *parce que l'audiovisuel public incarne la réactivité, la proximité, la vie des territoires, pour ne pas qu'il se retrouve enfermé dans une organisation préjudiciable à sa nécessaire souplesse* ». Ce sont aussi **ces conseils municipaux, qui, de l'Allier à l'Isère, adoptent des vœux en soutien à l'audiovisuel public** et contre le projet de réforme.

Les parlementaires sauront-ils et elles répondre à cet appel ?

72 député·es et 61 sénateurs et sénatrices, signataires de la tribune, ont déjà fait leur choix. Nous appelons les autres à rejeter tout projet de holding de l'audiovisuel public !

Ces près de 2000 signatures sont également un appel aux salarié·es de Radio France, France Télévisions, de l'INA et de France Médias Monde. Forts de ces soutiens locaux, **vous pouvez intervenir auprès de votre député·e** pour relayer la tribune et l'encourager à voter contre le texte du gouvernement, ainsi que diffuser massivement **la pétition des publics de nos antennes**.

Le SNJ-CGT et SNRT-CGT de l'audiovisuel public, pour l'intersyndicale SUD, UNSA, CFDT, FO, SNAJ-CFTC, et SNJ



Paris, le 19 février 2025